

ORAN

Djaballah hué et insulté par les vendeurs du boulevard Zabana

Hier matin, le président du Front de la justice et du développement (FJD), Abdallah Djaballah, était à la tête d'une vingtaine de ses militants, à prendre part à une marche qui l'a mené de la place Roux (ville nouvelle) jusqu'à la salle Es-Saâda (centre-ville d'Oran) où il a animé un meeting. Une marche qui se voulait de proximité mais qui s'est avérée silencieuse.

Un silence rompu brutalement par des huées nourries (on se serait cru dans un stade) lorsque les marcheurs du FJD ont atteint le boulevard Zabana où se situe le musée d'Oran et où se regroupent chaque jour des vendeurs de portables, d'oiseaux... Les cris de ces jeunes vendeurs se sont vite entremêlés avec des insultes à Cheikh Djaballah qui s'est contenté de regarder droit devant lui, observant un silence qui en disait long sur ce malaise créé par «cet accueil inattendu».

Son obédience islamiste ne lui a pas épargné la colère et le rejet de ces dizaines de jeunes qui n'avaient qu'une solution, qu'il quitte «leur territoire, leur unique gagne-pain». Seul l'important dispositif sécuritaire, qui encadrerait le président du FJD et ses militants, a évité que les choses ne dégénèrent.

Des jeunes visiblement écœurés par tout ce qui se rapporte aux



Abdallah Djaballah promet la justice dans tous les domaines.

élections et aux politiciens. L'on pouvait entendre des cris de : «nta chkoune baâda ?» (Déjà toi qui es-tu ?), «la pomme de terre est chère et vous venez nous parler d'élections, foutez le camp d'ici», «gaâ kedabine» (tous des menteurs)... Par la suite, d'autres termes plus vulgaires ont été proférés, faisant fuir des femmes parmi les curieux.

Arrivés à la salle Es-Saâda aux environs de midi, la parole a été donnée à la tête de liste de ce parti, qui dira au sujet de la marche huée, «nous sommes le seul parti à avoir osé marcher et en plus à la ville nouvelle ! Certains nous ont applaudis, mais d'autres nous ont insultés, et ils ont raison car on leur a trop répété que tous les politiciens et autres

dirigeants sont des voleurs !».

Prenant la parole, Abdallah Djaballah n'évoquera pas cet incident et se contentera de défendre le programme que présente son parti après une étude approfondie menée par des experts, dira-t-il. Tout en promettant à ses militants un pays de droit et d'équité, il demande à l'assistance «Qui vous a appauvris ?», et les présents de dire «Bouteflika», d'autres répondront : «Le pouvoir».

Le président du FJD préféra reprendre cette dernière réponse «oui, c'est le pouvoir en place qui vous a appauvris et qui vous prive de vos droits, nous au FJD nous vous assurons la justice dans tous les domaines, alors votez pour nous».

Amel Bentolba

LOUISA HANOUNE À ANNABA

Un seul mot d'ordre, la rupture

La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a axé son discours lors du meeting populaire pour les législatives du 10 mai prochain sur la rupture. Devant une salle archicomble du théâtre régional Azzedine-Medjoubi de Annaba, la première responsable du PT parlera de rupture avec les pratiques du système du parti unique ; du bradage des acquis du peuple, de la chkara (corruption), des spéculateurs et autres contrebandiers. Revenant aux comportements de certains nouveaux partis qui claquent des milliards, la présidente du PT a dénoncé ceux qui ont donné un visage hideux à la ville de Annaba en placardant leurs listes et portraits sur l'ensemble des murs de la cité. «L'Etat devrait intervenir pour faire respecter la règle du jeu», s'est exclamée

Egale à elle-même, la première responsable du PT a disserté sur les méfaits du capitalisme. «Voyez ce qui se passe en Europe. C'est la faillite d'un système qui ignore la valeur du travailleur, de l'être», dira-t-elle. L'enjeu pour l'Algérie est de tout faire pour éviter l'étranglement, relève-t-elle en faisant le parallèle avec ce qui se passe aux frontières est et sud du pays. «Ils sont (les Occidentaux ndlr) intervenus en Libye pour leurs propres intérêts. Une fois ceux-ci assurés, ils se sont retirés laissant derrière eux le chaos, l'anarchie.» Pour le Mali, outre le fait de provoquer des problèmes à l'Algérie, ces forces du mal veulent étendre leur hégémonie à une partie très sensible de l'Afrique, située entre le nord du continent et les pays sub-sahariens. D'autant plus, a-t-elle fait remarquer, que ce pays (le Mali) englobe près d'une vingtaine d'ethnies et dont certaines ont des prolongements en Algérie. Ne déviant pas de sa ligne politique, M^{me} Hanoune affirmera que «le salut pour l'humanité est dans l'édification du socialisme, seule alternative aux maux que sont la misère, l'oppression et l'exploitation». La présidente du PT est revenue une nouvelle fois sur la situation du pays, stigmatisant les comportements de certains riches qui «ont fait leur beurre à l'ombre du système alors que 20% de la population vit sous le seuil de la pauvreté. C'est le cas pour les détenteurs de l'import-export au détriment d'une économie nationale forte», a-t-elle insisté, avant de demander que les ministres qui ont failli à leur mission doivent rendre des comptes au peuple, citant deux d'entre eux dont un est toujours en poste au gouvernement. «Ces deux-là doivent rendre des comptes pour le mal qu'ils ont fait au pays.» Ayant considéré que les partis de l'Alliance avaient tout fait pour vider le contenu des réformes prônées par le chef de l'Etat, elle dira : «Vous avez l'occasion le 10 mai prochain d'élire des personnes qui changeront la Constitution pour une deuxième République au profit de l'ensemble des Algériens, sans distinction. Nous ne vous demanderons pas un chèque en blanc mais que votre choix distinguera les vrais des faux et fera la différence entre les programmes qui ont un sens et ceux qui roulent pour leurs propres intérêts.»

A. Bouacha

DANS UN POINT DE PRESSE DU RCD ÉMIGRATION

Rafik Hassani : «La future Assemblée ? Une mosaïque ingérable»

Le docteur Rafik Hassani, qui termine son mandat de député de l'émigration, a tenu à faire un point de presse d'abord pour expliquer les raisons du boycott actif du RCD aux élections parlementaires des 8, 9 et 10 mai prochains (pour l'émigration) et le 10 mai au niveau national et a tenu ensuite à exposer le bilan de son mandat comme député RCD de l'émigration.

De notre bureau de Paris,
Khedidja Baba-Ahmed

Aux journalistes algériens présents, Rafik Hassani a tenu à revenir sur les raisons qui ont amené son parti à décider du boycott des législatives. Deux raisons essentielles — l'une technique et l'autre politique — ont conduit à la position du RCD. Le RCD «à travers la voix de son président et de ses différentes instances, était prêt à participer à ces élections si les conditions requises étaient réunies». Ces conditions, rappelle Hassani, étaient au nombre de deux : la surveillance internationale du scrutin et le fichier électoral. Sur le premier point, le responsable du RCD rappelle d'abord que ce qui était attendu et clamé depuis toujours par son parti est que «sans une surveillance internationale massive et qualifiée, respectant les standards déjà éprouvés, cette opération ne pouvait qu'être entachée de fraude». Or, que s'est-il passé ? Hassani l'explique en rappelant dans le détail toutes les péripétie et le maquillage opéré par le pouvoir en place pour faire croire qu'il y aura une surveillance étrangère comme l'exigeait son parti. La Commission européen-

ne a, bien sûr, été approchée l'été dernier par les autorités algériennes pour qu'elles constituent une mission d'observation. Toutefois, sachant d'abord qu'il fallait selon la règle un minimum de 6 mois pour la préparation de la mission, et sachant aussi, par ailleurs, qu'il fallait que l'UE soit saisie officiellement par écrit, cet écrit n'a été envoyé qu'entre le 25 et le 31 décembre 2011 et ce, naturellement fait sciemment «pour gagner du temps et obliger la Commission européenne à constituer sa mission dans des délais très courts». Ces faits, ajoutés aux voyages de membres de l'UE en Algérie, ont conduit très rapidement la Commission européenne à décider que leur mission ne sera pas une mission électorale classique mais une simple observation à minima avec la possibilité d'émettre des réserves. En fait, explique-t-il «une présence purement symbolique». Toujours au plan technique, la «tenue d'un fichier électoral transparent était un préalable dans tout protocole de surveillance». Or, qu'avons-nous observé ? Le rajout, souligne Hassani, de 4 millions d'électeurs qui seraient venus grossir en 3 ans la liste électorale, annoncé par le ministre de

l'Intérieur. Et l'ex-député de noter : «D'un point de vue purement démographique et lorsque l'on utilise tous les paramètres classiques, il est impossible d'arriver à ce chiffre. C'est bien donc pour pouvoir disposer d'un réservoir à même d'augmenter le taux de participation» et pour manipuler que ce nombre colossal a été avancé.

Devançant les éventuelles remarques qui pourraient être exprimées sur le fait que le RCD a bien pris part aux législatives de 2007 (et ce point a bien été soulevé par les journalistes présents), le RCD explique que la deuxième raison du boycott est d'ordre politique et concerne aussi bien la politique nationale que les régionales.

Le RCD en 2007 n'avait qu'un choix, c'était d'utiliser la fonction tribunitienne de l'Assemblée pour faire entendre sa voix. Il l'a utilisée «même si cela n'a pas été très concluant». Mais en 2012, compte tenu des bouleversements régionaux et compte tenu qu'au plan national, la contestation sociale s'est élargie et s'est exacerbée, le citoyen ayant divorcé encore plus qu'avant avec les autorités, le RCD a décidé du «boycott total, militant et dynamique» et réaffirmé «qu'il était exclu de cautionner une telle mascarade dont l'objectif est de pérenniser le pouvoir». Et cette remarque du docteur Hassani pour illustrer la désaffection des citoyens : «Le RCD appelle au boycott, mais avec ou sans nous, le citoyen n'a pas l'air de se précipiter pour aller voter.» Quant

à la situation régionale, le représentant du RC, il l'analyse ainsi : «Nous avons vécu la période des années 1950/1960 de la décolonisation qui a vu s'installer des régimes post-coloniaux et aujourd'hui nous assistons à une chute de ces régimes plus ou moins dictatoriaux et l'Algérie, compte tenu de cette situation, ne restera pas en dehors de cette dynamique.» «Voilà deux raisons essentielles, l'une interne au pays et l'autre régionale qui nous ont conduits à ce boycott.»

Lorsqu'un confrère lui fait remarquer que le RCD étant un parti de gouvernement et qu'un parti de cette nature se doit d'attirer les citoyens et, partant, si le parti ne risque pas de se voir déserté et s'il a évalué l'impact de ce boycott, Hassani n'en est pas du tout convaincu et argumente : «D'abord ce n'est pas la première fois que nous boycottons et ce n'est pas pour autant que le parti a disparu. Certains observateurs disent aussi que le RCD s'est retiré parce que le FFS prend part au scrutin. Cela est faux, nous avons eu à participer à des scrutins en présence du FFS.»

Et le docteur Hassani de conclure : «Cette élection nous donnera une espèce d'Assemblée mosaïque, ingérable et il n'y aura aucune majorité et une espérance de vie des plus courtes.» Dans le bilan de son

mandat, le député RCD a évoqué toutes ses actions au plan de l'écoute des concitoyens avec une mise à disposition d'un numéro de téléphone accessible, d'une permanence dotée d'un local ouvert pour tous, comme il a signalé qu'il a, dès le début de son mandat, recruté un assistant parlementaire qu'il rémunérerait sur son indemnité parlementaire. Des nombreux problèmes pour lesquels il était sollicité par les Algériens en France et pour lesquels il est intervenu, avec succès mais parfois vainement à cause des obstacles administratifs, il y a eu notamment ceux liés à la cherté du transport et dont les dispositions franco-algériennes entre les compagnies ne pouvaient permettre à Air Algérie d'ouvrir des lignes low-cost ; la justice notamment liée au foncier ou des divorces, la prise en compte des années de travail en Algérie pour les retraités en France et enfin de nombreux anciens militants de la Fédération de France qui sollicitaient une intervention pour une carte d'ancien moudjahid. Pour toutes ces questions récurrentes, l'ancien député accompagnait ceux qui lui en faisaient la demande tout en tentant de résoudre leurs problèmes mais il va sans dire que beaucoup n'ont pas trouvé de solutions.

K. B.-A.

Le docteur Rafik Hassani a été renommé, lors du dernier congrès du RCD, chargé des relations internationales de son parti.

Monsieur Amatoui Mohand a été désigné président du RCD France. Monsieur Merouche Youcef, secrétaire national à l'émigration.